



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie

Unité Départementale de Rouen-Dieppe  
Équipe Territoriale

**Arrêté du 12 JAN. 2024** mettant en demeure la société S.A. OISSEL TRANSPORTS à OISSEL de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998, complété notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2014, autorisant et réglementant les activités exercées par la société S.A. OISSEL TRANSPORTS sur son site situé Zone Industrielle de la Poudrerie à OISSEL ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la transmission du rapport de l'inspecteur de l'environnement et du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courrier en date du 22 décembre 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT**

que la société S.A. OISSEL TRANSPORTS exploite régulièrement une station de lavage de citernes sur la commune de OISSEL sous le régime de l'autorisation ;

qu'à ce titre, la société S.A. OISSEL TRANSPORTS est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 complété ;

que l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 susvisé dispose : « Un réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant des toitures et des parkings doit être aménagé. Ce réseau est dirigé vers un bassin d'orage et correctement dimensionné équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et d'une vanne d'obturation avant d'atteindre le réseau public de la zone industrielle qui se rejette dans la Seine. L'étanchéité de ce bassin, interdisant toute pollution par infiltration dans le sol, sera réalisée dès la mise en service de la station de lavage. »

que lors de sa visite du 14 novembre 2023 sur le site exploité par la société S.A. OISSEL TRANSPORTS sise Zone Industrielle de la Poudrerie à OISSEL, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un bassin d'orage étanche devant interdire toute pollution par infiltration dans le sol ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.A. OISSEL TRANSPORTS de respecter les dispositions de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société S.A. OISSEL TRANSPORTS, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Poudrerie à OISSEL, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 susvisé, au plus tard selon les délais indiqués après notification du présent arrêté.

Cette prescription est réputée satisfaite si :

- sous un délai d'1 mois, l'exploitant fournit l'échéancier de réalisation des travaux de remise en conformité ainsi que le calcul du dimensionnement du bassin d'orage ;
- sous un délai de 6 mois, l'exploitant réalise les travaux nécessaires afin de rendre étanche le bassin d'orage, lequel devra être suffisamment dimensionné et équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et d'une vanne d'obturation pour éviter toute pollution par infiltration dans le sol.

Un rapport de fin de travaux sera transmis à l'inspection, accompagné d'un plan des actions menées pour s'assurer et garantir l'étanchéité du bassin dans le temps.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de OISSEL pendant une durée minimum d'un mois.

## Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune OISSEL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société S.A. OISSEL TRANSPORTS.

Fait à ROUEN, le **12 JAN 2024**

Le préfet,  
Pour le préfet, par délégation,  
La secrétaire générale

  
Béatrice STEFFAN